



# POUR NOS SALAIRES, NOS EMPLOIS, NOS SERVICES PUBLICS, NOS DROITS !

**P**artout dans le pays, nous subissons de plein fouet des politiques qui détruisent l'emploi, cassent les services publics, et détériorent nos conditions de travail. Alors que les profits explosent et que les inégalités se creusent, le gouvernement et le patronat persistent dans leurs dogmes ultralibéraux : gel des salaires, suppressions de postes, réorganisations brutales, privatisations, précarisation généralisée, destruction de notre système de protection sociale (santé, retraite, assurance chômage, ...)

Une mobilisation indispensable : Le 2 décembre 2025, nous serons toutes et tous en grève et dans la rue, parce que les salarié.e.s n'ont plus à subir un gouvernement entièrement dévoué aux intérêts des grandes entreprises et des ultra-riches, ni une extrême droite qui, derrière ses discours mensongers, protège exactement les mêmes privilégié.e.s.

## UN BUDGET 2026 VERROUILLÉ AU PROFIT DU CAPITAL !

La même logique s'impose dans le débat budgétaire. Le gouvernement étouffe délibérément la discussion sur le budget 2026 : calendrier réduit, risque

de passage en force sans vote, menace d'ordonnances pour imposer un budget au service du capital.

## DROITE ET EXTRÊME DROITE : UNE ALLIANCE AU SERVICE DU CAPITAL !

Malgré leurs affrontements de façade, droite et extrême droite agissent ensemble pour empêcher toute mesure touchant les grandes fortunes ou réduisant les privilèges fiscaux accordés depuis des années aux plus riches. Quelques annonces ont été obtenues sous pression sociale, mais les 91,8 milliards d'euros de niches fiscales des plus aisés restent intouchables, tandis que de nouveaux dispositifs d'évitement fiscal sont ajoutés. Ce qui prouve bien que l'argent existe ! Il est simplement accaparé par une minorité qui profite d'un gouvernement à son service et de l'appui constant de l'extrême droite.

## UNE OFFENSIVE CONTRE LES SALARIÉ-ES EN ÎDF:

À Poissy (78), Stellantis organise méthodiquement la casse d'un des derniers sites automobiles d'Île-de-France : arrêts de production, restructurations brutales, plus de 2 500

suppressions d'emplois en 2025 et déjà 1 800 de plus annoncées pour 2026. Le gouvernement laisse faire, complice d'un démantèlement industriel qui affaiblit toute la filière régionale.

À La Courneuve (93), l'usine Orangina du groupe Suntory, rentable et ancrée dans le territoire depuis des décennies, est condamnée pour des raisons purement financières : 49 emplois supprimés, 56 exilés hors de la région. Une décision prise pour satisfaire les actionnaires, soutenue tacitement par un pouvoir politique qui refuse de s'opposer aux multinationales.

À Massy (91), Nokia prévoit la suppression de 427 postes en France dont une centaine sur le site de Massy, Nokia espère ainsi atteindre entre 800 millions et 1,2 milliard d'euros d'économies de coûts, afin d'appuyer la réorientation de son activité vers l'intelligence artificielle (IA) et les centres de données. En parallèle, le géant du secteur de l'IA, Nvidia, a annoncé prendre une part de 2,9 % dans le fabricant finlandais, le 28 octobre dernier. Cela revient à un total de 1 milliard de dollars déboursé. En février, Nokia avait aussi officialisé le rachat du spécialiste des réseaux optiques Infinera, pour 2,3 milliards de dollars (soit 2 milliards d'euros).

URIF CGT - 263 rue de Paris, MONTREUIL - 02/12/2025 - Ne pas jeter sur la voie publique

## BULLETIN D'ADHÉSION

NOM .....  
PRÉNOM .....  
ADRESSE .....  
VILLE ..... CODE POSTAL .....  
TÉLÉPHONE .....  
E-MAIL .....  
ENTREPRISE ..... CODE POSTAL .....

À RENVOYER À L'ADRESSE SUIVANTE  
URIF CGT, CASE 455, 263 RUE DE PARIS  
93514, MONTREUIL CEDEX

MANIFESTATION  
UNITAIRE  
MARDI 2 À H  
DÉCEMBRE 14H  
PLACE DE LA BOURSE

# EN GRÈVE EN MANIFESTATION! MARDI 2 DÉCEMBRE POUR LA JUSTICE SOCIALE ET FISCALE

## POUR UN BUDGET DE PROGRÈS SOCIAL

Face à cette offensive, le 2 décembre doit être une journée de rupture.  
Nous nous mobilisons pour imposer un budget fondé sur :

- l'augmentation générale des salaires, des pensions et des minima sociaux ;
- la défense de tous les emplois et la fin de la précarité ;
- un renforcement massif des services publics ;
- une véritable politique industrielle en Île-de-France ;
- une autre répartition et utilisation des richesses produites par le travail

Cela passe par une fiscalité réellement progressive, par la taxation des grandes fortunes et par une conditionnalité stricte des 211 milliards d'aides publiques versées chaque année aux entreprises.

**Le 2 décembre, soyons massivement en grève et dans la rue pour rappeler une vérité simple : Seule la grève et la mobilisation collective permettront d'inverser le rapport de force.**

